

Le meilleur endroit d'Europe pour produire

Le seul pays d'Europe où les trois coûts baissent en même temps : le travail, l'électricité et l'impôt sur les bénéfices. **Cinq heures de plus, au coût de 35 heures au salaire moyen. L'électricité industrielle au niveau des pays nordiques. 15 % d'impôt sur les bénéfices pour qui produit ici.** Et l'impact est immédiat : les salariés à temps complet sont déjà à 38,8 heures. Pourquoi nos usines sont parties, et ce qui les fait revenir.

« Construire plutôt que promettre »

Ce que l'industrie manufacturière pèse encore

France, aujourd'hui



Italie



Allemagne



Notre cap : 15 % de la valeur ajoutée à dix ans,
et 18 % des emplois à quinze ans, le niveau de 1989.

En 1989 ⁽¹⁾, près d'un emploi sur cinq était industriel en France.
Aujourd'hui, l'industrie ne pèse plus que 11 % de ce que produit le pays,
contre 15 en Italie et 16 en Allemagne.

Ce n'est pas une fatalité européenne : nos voisins ont gardé leurs usines.
C'est le résultat de quarante ans de choix, où produire ici est devenu plus
cher que d'acheter ailleurs.

Insee, Destatis, Istat et INE, note de conjoncture du 18 mars 2025 : la France pèse 10,4 % de la valeur ajoutée manufacturière. Douanes françaises, 10 mars 2026 : déficit sur les biens 64,9 Md€

Rendre la production rentable ici

Aucun discours ne ramènera une usine. Ce qui la ramène, c'est un calcul qui redevient favorable : **notre heure de travail baisse de 12,5 %, notre compétitivité-coût s'améliore de 14 %, et le choc est immédiat, nous sommes déjà à 38,8 heures.** Le taux horaire employeur passe de 31,35 à 27,43 € au salaire moyen, et reste à 13,07 € au SMIC, contre 13,15 aujourd'hui.

- **Le cœur du programme tient en une formule** : la première tranche de TOUS les salaires est traitée comme l'est aujourd'hui le SMIC. Au SMIC, 1 € net coûte à l'employeur environ 1,35 € aujourd'hui, 1,23 € demain ; et cette base est étendue à tous. Résultat, au salaire moyen, l'euro net passe d'environ 1,74 € à environ 1,52 €. ⁽²⁾
- **Tous les salaires nets montent, parce qu'on passe à 40 heures payées 40** : +362 € au SMIC, +400 € au salaire moyen, +714 € à 5 000 € nets. Et le coût supporté par l'entreprise baisse en même temps : la règle est la même pour tous, du SMIC au salaire de cadre.
- **L'impôt sur les bénéfices : 15 % pour qui produit en France, 30 % pour le reste**, et 15 % jusqu'à 50 000 € de bénéfice pour tous.
- **L'électricité est vendue au coût du parc** : jusqu'à 40 % moins cher pour les sites qui consomment le plus, à commencer par la chimie, la métallurgie et l'agroalimentaire.

LE CAP

15 % de la richesse produite par l'industrie à dix ans, et 18 % des emplois à quinze ans, le niveau de 1989. Ce sont des repères vérifiables, pas des promesses.

(2) OCDE, Taxing Wages 2026 ; Eurostat, 2e semestre 2025 ; FIPECO. Valeur française d'électricité estimée.

Ce que coûte 1 € net

Au premier SMIC

Aujourd'hui  1,35 €

Après réforme  1,23 €

le barème salarial fait encore baisser le coût, dès le SMIC

Au salaire moyen

Aujourd'hui  1,74 €

Après réforme  1,52 €

l'allègement du SMIC est étendu à la première tranche de TOUS les salaires

La trappe à bas salaires disparaît.

Aujourd'hui l'aide s'efface quand le salaire monte, jusqu'à 3 SMIC.
Demain, la règle est à plat : votre salaire net ne bouge pas.

Le SMIC n'est pas le problème : les allègements existants y ramènent déjà l'euro net à environ 1,35 €. Le problème commence juste au-dessus. Cette aide s'efface à mesure que le salaire monte, et disparaît vers trois SMIC.

C'est la trappe à bas salaires : augmenter quelqu'un coûte double, puisque l'entreprise perd l'allègement en même temps. Le programme étend la base du SMIC à la première tranche de tous les salaires ; le barème salarial fait passer le SMIC lui-même à 1,23 €.

Votre salaire ne bouge pas, votre emploi tient

La baisse porte sur les charges.

- **Le salaire net est intouché.** Ce qui change, c'est le coût pour l'employeur : la base du SMIC (1,35 € → 1,23 € pour 1 € net) s'applique à la première tranche de tous les salaires. Au salaire moyen, l'euro net passe ainsi de 1,74 € à environ 1,52 €. ⁽⁷⁾
- **Le choc est immédiat : nous sommes déjà à 38,8 heures** (Insee 2024). Passer à 40 payées 40, c'est 1,2 heure de plus : l'employeur paie ce qu'il payait déjà, le coût de l'heure a baissé de 12,5 %, la compétitivité arrive avec le décret.
- **L'allègement ne disparaît plus quand vous êtes augmenté.** Il s'efface aujourd'hui jusqu'à trois SMIC : la règle devient plate, et le socle de 56 Md€ est financé recette par recette.
- **Et vous y gagnez directement** : le SMIC net de 1 478 à 1 840 €, les cinq heures payées, plus les tickets-restaurant, l'indemnité kilométrique et un chèque-vacances.
- **Au-delà de 40 heures, le salarié choisit** : l'heure payée et majorée, ou du repos, jusqu'à dix jours de congé par an, à la place des RTT. Et une prime de partage unique, jusqu'à 10 000 € par an, du même montant pour tous.

CE QUE LE SALARIÉ GAGNE, FACE À LA TVA

Au SMIC pour 40 heures, le net passe de 1 478 à 1 840 €, plus les quatre avantages. En face, la hausse de TVA coûte de l'ordre de 650 € par ménage et par an : le solde reste largement positif. Calcul à certifier.

(7) Barèmes Urssaf 2026 et calcul du programme : 4 755 € de coût employeur pour 3 133 € nets au salaire moyen, soit 1,52 € par euro net.

Les trois coûts qui décident

1 · LE TRAVAIL

tout ce qui s'ajoute entre le coût pour l'employeur et le salaire net



en % du coût total du travail · OCDE, Les impôts sur les salaires 2026

2 · L'ÉLECTRICITÉ DE L'INDUSTRIE

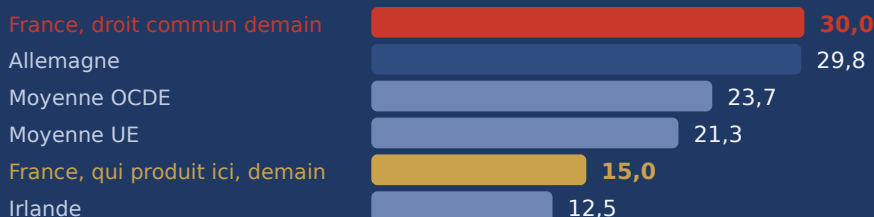
prix payé par un site consommant 500 à 2 000 MWh par an



en centimes d'euro par kWh · Eurostat, 2e semestre 2025 ; AIE 2025 pour l'OCDE
la valeur après réforme est un ordre de grandeur

3 · L'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

taux appliqué au bénéfice des entreprises



15 % pour qui produit en France et tient les critères, 30 % pour le reste
aujourd'hui 25,0 % (25,8 avec la contribution sociale) · Tax Foundation et OCDE, 2025

Trois coûts décident de l'endroit où l'on produit : la France est aujourd'hui mal placée sur deux des trois.

Les trois baisses qui remettent la France dans la course

Ensemble, elles changent le calcul de tout industriel qui choisit où produire.

- **Le travail** : cinq heures de plus pour le même coût mensuel au salaire moyen, le coût horaire quasi inchangé au SMIC, **l'heure de travail baisse de 12,5 %**. Coin socio-fiscal de 47,2 à 37,3 %, sous la moyenne de l'Union (41,7) : du 3^e rang de l'OCDE au milieu du tableau.
- **L'énergie** : des contrats de dix à vingt ans au coût du parc, non plus au prix du gaz. Jusqu'à 40 % de baisse pour les électro-intensifs, et le découplage porté à Bruxelles.
- **L'impôt sur les bénéfices** : aujourd'hui 25 % en France, 25,8 avec la contribution sociale, contre 23,7 en moyenne dans l'OCDE et 21,3 dans l'Union. Demain, **30 % de droit commun**, abaissé à **15 %** pour qui produit en France et tient les critères. Sinon, 30 %. Le bonus s'ouvre à **l'industrie qui décarbone son énergie de transformation**.
- **Le carbone compte le transport** : des pièces venues de loin alourdissent l'empreinte et ferment le taux allégé. Produire et s'approvisionner ici y mène, sans que la nationalité soit le critère.
- **Ce que nous ne faisons pas** : baisser la protection sociale. **Aucun pays d'Europe ne baisse les trois coûts en même temps : la France devient le meilleur endroit d'Europe pour produire.**

OÙ CELA NOUS PLACE

Travail sous la moyenne de l'Union, électricité à moins de la moitié du prix allemand, bénéfices sous la moyenne de l'OCDE : aucun grand pays européen ne cumule les trois.

40 %⁽³⁾

de baisse possible sur la facture d'électricité

La France produit une électricité parmi les moins chères d'Europe et la facture de ses usines ne le reflète pas. La raison est une règle de marché : le prix est aligné sur celui du gaz, une énergie que nous n'utilisons presque plus pour produire du courant.

Le résultat : un avantage industriel historique, payé par nos parents, qui ne profite pas à ceux qui produisent ici.

-
- Des contrats de dix à vingt ans au coût du parc, pas au prix du gaz.
 - Jusqu'à 40 % de baisse pour les sites électro-intensifs : 8 à 9 centimes le kWh, le niveau des pays nordiques, contre 22,6 en Allemagne.
 - Et le découplage du prix de l'électricité et du gaz porté à Bruxelles.

Eurostat, prix de l'électricité pour les consommateurs non résidentiels, 2e semestre 2025 ; Commission européenne, Electricity Market Design, réforme adoptée en 2024. La baisse de 40 % est un ordre de grandeur du programme, au coût du parc.

L'électricité vendue à son coût, pas à celui du gaz

Nous ne demandons pas une subvention : nous demandons que le prix dise la vérité.

- **Des contrats longs, de dix à vingt ans, au coût du parc,** réservés à l'industrie qui produit en France. Un investisseur peut enfin calculer sur la durée d'amortissement d'une usine.
- **Jusqu'à 40 % de baisse pour les électro-intensifs** : chimie, métallurgie, agroalimentaire, ceux pour qui l'électricité est le premier poste après les salaires.
- **Un parc renouvelé et des renouvelables,** sans opposer les deux : c'est la condition pour que ce coût reste bas dans vingt ans.
- **Et le découplage porté à Bruxelles** : c'est une règle européenne qui fait payer nos usines au prix d'une énergie qu'elles n'utilisent pas. Elle se change, et c'est un combat politique assumé.

LE POINT DE VÉRITÉ

Le découplage ne dépend pas de la France seule. Le programme le dit : les contrats longs au coût du parc sont à notre main, la règle européenne se négocie.

1 800⁽⁴⁾

formulaire administratifs, et autant de doublons

Avant même de parler de charges, il y a le temps perdu. La France compte plus de 1 800 formulaires administratifs, truffés de redondances : la même information redemandée sous dix formats, par dix services qui ne se parlent pas.

Et au-dessus, un stock de normes qui grossit chaque année. Un dirigeant de PME passe ses soirées à remplir ce que l'État sait déjà.

-
- Les normes revues domaine par domaine et réduites de moitié.
 - Les formulaires divisés par trois.
 - Et une règle pour l'avenir : toute norme nouvelle en supprime deux.

⁽⁴⁾ Service-Public.fr, recensement des formulaires Cerfa, 2025 : plus de 1 800 formulaires nationaux publiés.

Produire au lieu de remplir des formulaires

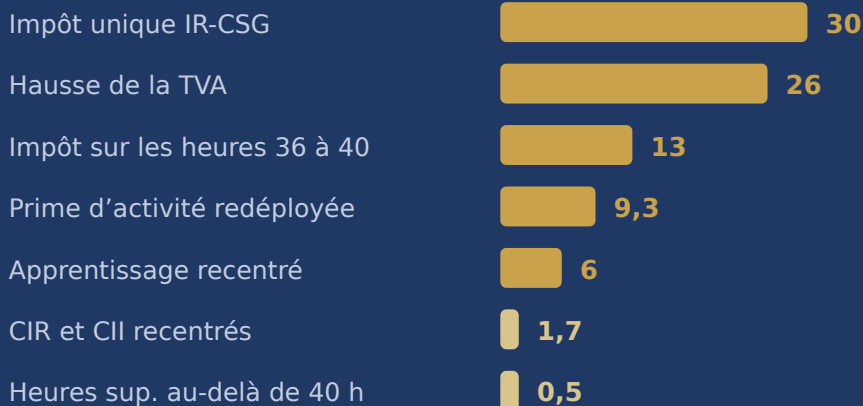
Ce n'est pas une promesse de simplification de plus : ce sont des règles qui s'appliquent d'elles-mêmes.

- **Qui norme, paie.** Quand une norme nouvelle oblige à investir, l'État chiffre le coût avant de l'imposer et le prend en charge à 100 %, par le crédit d'impôt normatif.
- **Toute norme nouvelle en supprime deux.** La machine à complexité tourne enfin à l'envers, sans qu'aucun ministre ait à arbitrer chaque texte.
- **Chaque norme reçoit une date de péremption** : non réévaluée et rejustifiée à l'échéance, elle est abrogée de plein droit. On inverse la charge de la preuve.
- **Fin de la surtransposition** : les textes européens sont transposés au minimum, et tout ajout français est voté ligne par ligne avec son étude d'impact. Vos concurrents cessent d'avoir un avantage que Bruxelles n'a jamais exigé.
- **Le premier contrôle informe, il ne sanctionne pas**, sauf fraude, danger pour les personnes, pollution grave ou récidive : il accompagne et donne un délai, et la sanction n'arrive qu'au contrôle suivant si rien n'a changé.
- **Et le stock est mesuré et publié chaque année** : la règle de vérité s'applique aussi aux formalités.

POURQUOI C'EST DÉCISIF ICI

Un délai d'ouverture d'usine garanti à un an ne vaut rien si le dossier réclame trois cents pièces : la simplification est la condition du cap de compétitivité, pas un supplément.

D'où viennent les 82 milliards



≈ 86 Md€ fléchés, pour 82 dépensés.

70 côté employeur (socle 56 + tranche pilotée 14), 12,1 côté salarié la prime d'activité, 9,3, finance le côté salarié · Md€ par an en 2032

- **Côté employeur, 70 Md€.** Le socle de 56 et la tranche pilotée de 14 : la première tranche de tous les salaires traitée comme le SMIC. L'heure de travail moins chère de 12,5 %.
- **Côté salarié, 12,1 Md€.** La baisse des cotisations salariales, pleine au SMIC, éteinte à 1,75 SMIC, financée d'abord par la prime d'activité redéployée au salaire, 9,3 Md€ : **un SMIC qui monte vraiment, de 1 478 à 1 840 € nets**, +362 €, et +400 € au salaire moyen.
- **Et 77 Md€ de niche qui deviennent la règle.** Les allègements généraux, 77 Md€ par an, sont une niche dégressive. Le programme ne crée pas une aide de plus : **il supprime la niche pour en faire la règle permanente**, la même du SMIC au salaire de cadre, sans jamais recompter ces 77 Md€.
- **Et le crédit d'impôt normatif, 1 Md€, déduit.** Qui norme, paie : essais, certification, homologation, outillage pris en charge à 100 %, même assiette et même plafond de 20 M€ que le CIR-CII, sur facture, jamais rétroactivement.

Financé par étapes, vérifié avant engagement

Aucune recette ne finance seule. C'est la condition pour que la mesure tienne après le mandat.

- **La TVA n'en couvre qu'environ 26 Md€** sur 70, en additionnant la hausse des taux et les recettes liées à l'activité. Elle frappe aussi les produits importés.
- **Et elle passe de quatre taux à trois** : 6 % sur le panier essentiel, 12 en intermédiaire, 22 sur le reste. Ce qui monte, c'est le taux normal ; ce qui reste bas, c'est le panier des ménages modestes.
- **Les 40 heures apportent 13 Md€ d'impôt sur le revenu** : les cinq heures de plus sont payées, donc imposées.
- **L'impôt unique IR-CSG apporte 30 Md€**, assiette large, capital au barème, fin de la déduction forfaitaire de 10 % sur les salaires incluse et jamais comptée deux fois ; pour les salariés, les quatre avantages, titre-restaurant, indemnité kilométrique, chèque-vacances, chèque de fin d'année, sont sans charges.
- **Le reste vient de dépenses qui ne servaient plus** : apprentissage recentré 6 Md€, heures supplémentaires fiscalisées 0,5, crédit d'impôt recherche recentré 1,7.

LE POINT DE VÉRITÉ

Une bascule vers la TVA pèse d'abord sur les prix, et le programme l'assume. L'ordre de grandeur de la réforme (coût complet estimé à 70 Md€ ; plafond central jusqu'à 56 Md€, ouvert après validation du coût et des ressources permanentes) reste une estimation à confirmer par microsimulation, présentée en trois scénarios : prudent, central, dynamique.

Le temps d'obtenir les autorisations

Aujourd'hui

18 mois à plusieurs années, recours compris

Avec le programme

1 an maximum

2 ans Seveso

Les règles sont figées au dépôt du dossier.

Sans réponse dans les délais, c'est accepté.

Le foncier est prêt d'avance.

Et tout projet gourmand en eau présente ses solutions dès le permis.

Une usine qui attend trois ans ses autorisations est une usine qui s'implante ailleurs. Le délai n'est pas un détail administratif : c'est souvent le facteur qui décide de l'implantation.

Le programme en fait un engagement de l'État, avec une contrepartie exigeante sur l'eau et la chaleur.

Ouvrir vite, produire large

L'État s'engage sur un délai, et cesse de changer les règles en cours de route.

- **Un an au maximum** pour obtenir les autorisations de construire une usine soumise à autorisation, deux ans pour un site Seveso.
- **Les règles sont figées au dépôt du dossier** : elles ne changent plus en cours d'instruction. Et sans réponse dans les délais, c'est accepté.
- **Du foncier prêt d'avance**, pour ouvrir au lieu d'attendre.
- **Une exigence nouvelle en échange** : tout projet gourmand en eau ou fortement émetteur de chaleur présente ses solutions dès le permis. Aller vite ne veut pas dire fermer les yeux.

LES FILIÈRES VISÉES

L'automobile, l'électronique, les semi-conducteurs, la chimie, les matériaux, la métallurgie, le médical. Et l'agriculture, au juste prix.

230 Md€⁽⁵⁾

de marchés publics chaque année

L'État, les hôpitaux et les collectivités passent chaque année plus de 230 milliards d'euros de marchés. Aujourd'hui, cet argent public part trop souvent acheter ce que nous savions fabriquer.

C'est le levier le plus simple du programme : il ne coûte rien de plus, il change seulement la destination d'une dépense qui existe déjà.

- Le premier marché de nos usines, c'est l'État lui-même.
- Fléchage vers la production responsable et locale, dans les règles européennes.
- Et la préférence européenne dans la commande publique et l'armement, exprimée en critères objectifs compatibles avec le droit de l'Union : empreinte carbone du transport, délais et fiabilité d'approvisionnement, résilience, réparabilité, conditions sociales et sécurité. Ces critères favorisent la production proche sans jamais nommer une nationalité, ce qui serait illégal.

Direction des affaires juridiques, ministère de l'Économie, lettre n° 397 du 6 janvier 2026 : plus de 233 Md€ de marchés publics recensés en 2024.

L'État devient le premier client de nos usines

Acheter français quand on paie avec l'argent des Français : le principe est simple, il n'était pas appliqué.

- **Les plus de 230 Md€ de marchés publics fléchés** vers la production responsable et locale.
- **Une TVA qui frappe aussi les produits importés** : la baisse des charges est financée par ce qui entre, pas seulement par ce qui se fabrique ici.
- **Des clauses miroirs réelles** sur les normes agricoles, le carbone et le social : ce qu'on vous interdit de produire cesse d'entrer librement.
- **La frontière carbone étendue au niveau de l'Union**, qui mesure ce qu'un produit coûte vraiment en carbone et en conditions sociales, sans prélèvement douanier national unilatéral, et **l'impôt sur les sociétés à 15 % pour qui produit en France**, sans que la nationalité soit le critère.
- **Le déficit commercial réduit de près de moitié** : -64,9 Md€ en 2025, ramené autour de 35 Md€ en fin de mandat, l'équilibre visé à dix ans.

CE QUE NOUS NE CACHONS PAS

Annuler un déficit commercial ne se décrète pas en un an. Le programme fixe une trajectoire et publie chaque année où il en est.

6 500 Md€⁽⁶⁾

d'épargne qui financent surtout des titres de dette

Les Français ont mis de côté plus de 6 500 milliards d'euros et en ajoutent 128 chaque année. Cet argent finance majoritairement des titres de dette, dont une part importante de dette publique, ou dort sur des livrets qui rapportent moins que la hausse des prix.

Le pays est riche d'une épargne qui ne va pas à ses entreprises. Le programme déplace l'avantage fiscal, sans jamais confisquer ni obliger.

-
- Un Livret France garanti par l'État, 50 000 €, intérêts exonérés.
 - Le Livret A et le LDDS y sont regroupés.
 - Un PEA productif de 200 000 €, et l'assurance-vie réorientée.

Banque de France, épargne et patrimoine financiers des ménages, 21 mai 2026 : encours 6 590,5 Md€ fin 2025, flux net 128,4 Md€. Cour des comptes, RALFSS 2025, p. 125 : allègements généraux 77,3 Md€ en 2024

L'épargne des Français finance nos usines

Quatre étages, quatre niveaux de risque, un seul principe : l'avantage va à ce qui produit ici.

- **Un Livret France garanti par l'État**, 50 000 €, intérêts exonérés, orienté vers l'industrie et le développement durable. L'encours est centralisé à la Caisse des dépôts et prêté aux entreprises par la BPIR : de la dette, jamais du capital.
- **Un PEA productif** : jusqu'à 200 000 € placés dans des entreprises qui produisent ici, gardés cinq ans, sans impôt sur le gain.
- **L'assurance-vie réorientée : cinq poches d'investissement éligibles**, la production française, la robustesse écologique, les investissements d'avenir, l'autonomie du grand âge, la souveraineté financière, avec un abattement de transmission de **152 500 € par bénéficiaire, inchangé**. À une condition : financer la France dans l'une de ces cinq poches, réservées aux PME et ETI, jamais aux grands groupes.
- **La BPIR** apporte les fonds propres et reprend les entreprises saines au lieu de les laisser fermer.
- **Les crédits d'impôt recherche et innovation réservés aux PME et aux ETI** : fini pour les grands groupes, environ 3 Md€ par an réorientés vers ceux qui prennent le risque.

RIEN D'OBLIGATOIRE

Personne ne touche à votre épargne. L'État déplace un avantage fiscal vers ce qui finance l'économie réelle. Vous restez libre de placer où vous voulez.

Des centaines de milliers de personnes à former

Ouvrir une usine, c'est d'abord trouver ceux qui y travailleront. Aujourd'hui, des lignes de production attendent des soudeurs, des techniciens de maintenance, des régleurs, des ingénieurs procédés, pendant que des jeunes cherchent une voie.

Aucune relance industrielle ne tient sans une bascule de la formation. C'est le levier le plus lent, et c'est pour cela qu'il est lancé en premier.

- Lycées pro, CAP, BTS, BUT, apprentissage et écoles d'ingénieurs réalignés.
- Les programmes définis avec les industriels, pas contre eux.
- Une orientation lisible, et des métiers qui mènent quelque part.

Former la France qui produit

Une filière de formation branchée sur les usines qui ouvrent, et non sur celles qui ont fermé.

- **Environ 2 Md€ par an pour les filières techniques** : des lycées professionnels et technologiques dotés de vrais moyens, des professeurs et des maîtres d'atelier recrutés, des machines au niveau de l'industrie. Ce sont des crédits nouveaux, mis sur la table, pas redéployés.
- **Lycées professionnels, CAP, BTS, BUT, apprentissage et écoles d'ingénieurs réalignés** sur les métiers de l'industrie, avec les industriels.
- **Des centaines de milliers de jeunes et de salariés** orientés vers l'industrie en dix ans.
- **Des formations rémunérées** dans les métiers qui recrutent : se reconverter cesse d'être un risque financier.
- **Et l'État finance les études**, de la maternelle au supérieur : le talent décide, pas le compte en banque.

POURQUOI C'EST DÉCISIF

Le coût du travail décide de l'implantation, mais la main-d'œuvre décide de la production. Une usine sans personnel formé ne tourne pas, quel que soit le prix de l'heure.

Une vague de départs qui menace des entreprises saines

Des milliers d'entreprises rentables, qui ont des clients, des carnets remplis et des salariés compétents, ferment simplement parce que leur patron part à la retraite sans repreneur.

Ce n'est pas un problème de marché, c'est un problème de transmission. Et chaque fermeture évitée coûte moins cher qu'une usine à rouvrir.

- Une bourse nationale met en relation cédants et repreneurs.
- La transmission familiale allégée, sous condition d'activité et d'emplois.
- Un droit au rebond après un échec honnête.

Reprendre plutôt que fermer

Sauver une entreprise qui marche est le meilleur investissement industriel qui soit.

- **Une bourse nationale de la transmission** : quand un patron part, cédants et repreneurs se trouvent, au lieu de se rater.
- **Transmettre sans brader** : la fiscalité de la transmission familiale est allégée, à condition de maintenir l'activité et les emplois.
- **La BPIR reprend les entreprises saines** quand aucun repreneur privé ne se présente.
- **Le droit au rebond** : après un échec honnête, on repart sans stigmatisation, avec des tribunaux de commerce enfin dotés, environ 1,5 Md€ par an : échevinage sur les dossiers lourds, parquet économique spécialisé, dossier de reprise standardisé.

LE CALCUL

Une entreprise saine qui ferme, ce sont des emplois perdus, un savoir-faire dispersé et un marché qui part à l'import. La reprise coûte moins cher que la reconquête.

1,52 €

ce que coûtera 1 € net au salaire moyen, au lieu de 1,74 €

Une mesure ne vaut que par ce qu'elle change dans une vie et dans un atelier. Voici ce que produit l'extension de la base du SMIC à la première tranche de tous les salaires.

Elle n'est ni un cadeau aux entreprises ni une perte pour les salariés : c'est un transfert, financé par ailleurs, qui rend l'embauche et l'augmentation possibles.

- Pour le salarié : le SMIC net de 1 478 à 1 840 €, cinq heures de plus payées pour 40.
- Pour l'employeur : au salaire moyen, 40 heures coûtent exactement ce que coûtent 35 aujourd'hui, 4 755 € ; au SMIC, ce que coûtent déjà 38,8 heures majorées.
- Pour la PME : 15 % d'impôt sur les bénéfices pour qui produit ici, de la marge pour agrandir l'atelier.
- Pour l'usine électro-intensive : jusqu'à 40 % sur la facture d'électricité.

Cinq situations, cinq effets

Cinq endroits, cinq effets.

**Karim, 34 ans**

opérateur, près du SMIC

Les cinq heures en plus sont payées : le SMIC net passe de 1 478 à 1 840 €, et embaucher coûte moins cher à son usine.

**Une PME industrielle**

40 salariés, en région

La baisse des charges lui redonne de la marge pour produire ici. L'IS à 15 % au lieu de 30, récompense l'empreinte basse : fabriquer ici et acheter ici y mène.

**Une usine électro-intensive**

chimie, métallurgie, agroalimentaire

Un contrat long au coût du parc fait baisser sa facture d'électricité jusqu'à 40 %. C'est souvent la différence entre fermer et investir.

**Sonia, 38 ans**

technicienne, 1,6 SMIC

Aujourd'hui, l'augmenter coûte double à son employeur. Demain la règle est à plat, et sa promotion passe.

**Théo, 19 ans**

en lycée professionnel

Les 2 Md€ des filières techniques paient ses machines, et son diplôme mène à une usine.

« C'est un cadeau aux entreprises »

Non. Le salaire net ne baisse pas, et la contrepartie est écrite : l'avantage va à qui produit **ici** et **proprement**. L'IS allégé n'est pas ouvert à tous, il faut tenir la grille des cinq critères, carbone et transport compris ; l'électricité au coût du parc va aux sites qui produisent en France ; les crédits d'impôt sont retirés aux grands groupes.

L'objection mérite d'être posée, parce que des baisses de charges sans contrepartie, la France en a déjà connu. Celle-ci porte le statut de chaque ressource, et son effet se mesure : part de l'industrie, emplois, déficit commercial.

-
- « Ça va coûter une fortune » : un socle de 56 Md€ financé recette par recette, et une tranche pilotée qui ne s'ouvre que si les comptes suivent.
 - « La TVA va tout manger » : elle n'en couvre qu'environ 26 Md€, et frappe aussi les importations.
 - « Les usines ne reviendront pas » : le cap est chiffré et publié chaque année.

Les trois objections, une par une

Elles reviendront à chaque débat. Autant y répondre ici, par écrit.

- « **C'est payé par la TVA, donc par les ménages.** » En partie, et nous le disons : la hausse de TVA couvre environ 26 Md€ sur 70. Mais elle frappe aussi les produits importés, et elle revient aux salariés par la montée du SMIC net, les tickets-restaurant et le chèque-vacances universel.
- « **Les 40 heures, c'est travailler plus pour gagner pareil.** » Non : les cinq heures sont payées, jamais 40 payées 35. Et les temps complets travaillent déjà 38,8 heures ⁽⁸⁾ en moyenne : la marche réelle est d'une heure, payée.
- « **On a déjà tout essayé.** » Pas ceci. Les dispositifs passés ciblaient le SMIC et s'arrêtaient dès l'augmentation. Ici, la règle vaut pour toute la première tranche, ne disparaît pas quand le salaire monte, et s'accompagne de l'énergie, du délai d'ouverture et de la commande publique.

CE QUE NOUS NE CACHONS PAS

Une bascule vers la TVA pèse d'abord sur les prix. Le programme l'assume, parce qu'elle frappe aussi les produits importés et finance des emplois ici.

(8) Insee, enquête Emploi 2024, Durée du travail : 38,8 heures hebdomadaires pour les salariés à temps complet.

Produire ici redevient le meilleur calcul.

Un pays qui n'a plus d'usines n'a plus de choix : il subit les prix, les pénuries et les dépendances des autres. Réindustrialiser n'est pas une nostalgie : c'est la condition pour décider chez nous, et pour payer nos écoles et nos retraites avec ce que nous produisons. **Le travail un huitième moins cher, l'énergie moitié moins chère, l'impôt à 15 % : on ne délocalise pas une usine qui gagne sur les trois.**

Ce qui se passe dès l'élection

Rien de tout cela ne vaut sans calendrier ni contrôle.

- **Un audit d'entrée, puis la négociation.** Les grandes réformes du travail, à commencer par le passage de la durée légale à 40 heures, sont **négociées avec les syndicats, jamais imposées** : échanger, puis trancher. Décider ensemble, c'est réussir ensemble.
- **Dès 2027** : la baisse du coût du travail votée, la bascule TVA engagée, les délais d'ouverture garantis, le Livret France ouvert.
- **À mi-mandat** : le déficit commercial réduit de près de moitié.
- **En fin de mandat** : le déficit commercial ramené autour de 35 Md€, l'équilibre visé à dix ans.
- **À dix et quinze ans** : 15 % de la richesse produite par l'industrie, puis 18 % des emplois, le niveau de 1989.
- **Et si une ligne ne tient pas, elle est révisée en public.**

COMMENT VÉRIFIER

Trois chiffres suffisent à juger, et ils sont publiés chaque année : la part de l'industrie dans la richesse produite, le nombre d'emplois industriels, et le solde commercial.

Chaque chiffre a sa source

Rien à croire, tout à vérifier, les numéros (1) au fil des pages renvoient ici.

(1) Insee, Destatis, Istat et INE, note de conjoncture du 18 mars 2025 : la France pèse 10,4 % de la valeur ajoutée manufacturière. Douanes françaises, 10 mars 2026 : déficit sur les biens 64,9 Md€

(2) OCDE, Taxing Wages 2026 ; Eurostat, 2e semestre 2025 ; FIPECO. Valeur française d'électricité estimée.

(3) Eurostat, prix de l'électricité pour les consommateurs non résidentiels, 2e semestre 2025 ; Commission européenne, Electricity Market Design, réforme adoptée en 2024. La baisse de 40 % est un ordre de grandeur du programme, au coût du parc.

(4) Service-Public.fr, recensement des formulaires Cerfa, 2025 : plus de 1 800 formulaires nationaux publiés. Règle du silence vaut accord, vérifiée le 5 juin 2026 : sans réponse après deux mois, acceptation, sous réserve des exceptions.

(5) Direction des affaires juridiques, ministère de l'Économie, lettre n° 397 du 6 janvier 2026 : plus de 233 Md€ de marchés publics recensés en 2024. Douanes françaises, résultats du commerce extérieur 2025, 10 mars 2026 : déficit sur les biens 64,9 Md€. Commission européenne, Electricity Market Design, réforme adoptée en 2024.

(6) Banque de France, épargne et patrimoine financiers des ménages, 21 mai 2026 : encours 6 590,5 Md€ fin 2025, flux net 128,4 Md€. Cour des comptes, RALFSS 2025, p. 125 : allègements généraux 77,3 Md€ en 2024

(7) Barèmes Urssaf 2026 et calcul du programme : au salaire moyen, 4 755 € de coût employeur pour 3 133 € nets, soit 1,52 € par euro net. Impôt sur les sociétés, règles 2026 : taux normal 25 %, réduit 15 % pour certaines petites entreprises.

(8) Insee, enquête Emploi 2024, Durée du travail : 38,8 heures hebdomadaires pour les salariés à temps complet.

Nous avons besoin de vous

Ce programme ne demande pas d'être cru : il demande d'être vérifié. Et il ne se fera pas seul.

- **Nous avons besoin des élus locaux**, qui rouvrent les commerces, accueillent les usines et connaissent leur territoire mieux que Paris. Et d'abord de 500 d'entre eux, pour que cette candidature existe.
- **Nous avons besoin des syndicats**, parce que la durée du travail, la pénibilité et les retraites ne se règlent pas par ordonnance. Elles se négocient, ou elles ne tiennent pas.
- **Nous avons besoin des Français**, qui votent, qui produisent, et qui feront vivre ou mourir ce texte. Aucun des trois ne suffit seul.
- **Et sur ce sujet en particulier**. Une usine n'ouvre pas par décret : il y faut un maire qui accueille, des salariés formés, un dirigeant qui prend le risque et des syndicats qui négocient.

CE QUE VOUS POUVEZ FAIRE

Faites-le lire, en main propre ou par message. **Parlez-en autour de vous** : un livret qui parvient à un élu par un habitant de sa commune pèse plus qu'un courrier de campagne. **Vérifiez nos sources** : elles sont datées à chaque page.

Construire plutôt que promettre.

En vingt ans, la France est passée d'une logique de protection à une logique de compensation par l'importation. Notre projet consiste à redevenir un pays qui produit et construit : des entreprises, des logements, des familles, des écoles et de la confiance.

On vous fait confiance, et on vous donne une chance de changer les choses. Le programme complet, chaque euro classé et chaque chiffre sourcé, est dans le livre et dans la version courte.

XAVIER BALDUINI

WWW.PETITPREAMBULE.FR